# Restrictions sanitaires à Marseille : pourquoi il aurait fallu être plus machiavélien

Hannah Attar présentation et entretien avec Michel Terestchenko publié le 28 septembre 2020 sur https://www.philomag.com/articles/restrictions-sanitaires-marseille-pourquoi-il-aurait-fallu-etre-plus-machiavelien
(légèrement adapté pour le cours)

**[ LES FAITS d'ACTU ]**

Fermeture totale des bars et des restaurants : les nouvelles mesures restrictives, entrées en vigueur dans la métropole d'Aix-Marseille ce lundi, suscitent l'hostilité de la population et des élus locaux qui regrettent une décision verticale voire punitive. En signe de protestation, Renaud Muselier, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (Paca), a porté un recours contre cette décision, avec l'appui de représentants du secteur économique et d'autres collectivités territoriales. Tout en prévenant qu'il n'appelle pas *« à la désobéissance civile »*.

**[ LA QUESTION PHILO ]**

Ces faits soulèvent une question : Pourquoi les nouvelles restrictions sanitaires récemment entrées en vigueur dans la région de Marseille ont du mal à passer ? Reformulons en termes de philosophie politique : *« Qu'est-on amené à accepter de la part du pouvoir politique au nom de la nécessité ? »* Cette problématique est au cœur du dernier ouvrage de Michel Terestchenko consacré à Machiavel (*Les Scrupules de Machiavel,* éd. JC Lattès), dans lequel le philosophe se propose de restituer la profondeur éthique du penseur florentin. Professeur à Aix-en-Provence, il nous offre son éclairage de la situation et rappelle que l'art de l'action politique en temps de crise repose avant tout sur l'écoute des circonstances.

**Les annonces de nouvelles restrictions liées à l'épidémie dans la métropole d'Aix-Marseille ont été mal accueillies, tant par la population que par les décideurs locaux. Comment expliquez-vous que ces mesures se heurtent aujourd'hui à une forte opposition, alors qu'elles avaient bénéficié d'un large consensus en mars ?**

**Michel Terestchenko :** Le cas de Marseille enseigne que l'évocation de la nécessité d'une mesure ne suffit pas à susciter l'adhésion. Les mesures restrictives – fermetures des bars, restaurants, et salles de sports… – qui étaient acceptées en mars ne le sont plus aujourd'hui, car les temps ont changé. Les Marseillais ne comprennent pas pourquoi cette décision s'applique à leur ville et non à Paris. En outre, la manière dont elle a été prise – de manière centralisée, sans concertation, et annoncée au détour d'une conférence de presse – semble d'une brutalité que rien ne justifie. Ce qui était acceptable dans certaines circonstances ne l'est plus dans d'autres. C'est la grande leçon de Machiavel sur la nécessaire flexibilité de l'action politique. L'art de gouverner, ce qu'il appelle la *« virtu »*, repose sur un savant mélange entre la façon d'agir et les circonstances. Comme celles-ci sont changeantes, l'action politique doit elle-même varier et s'adapter. Or, pour Machiavel, la grande erreur des hommes politiques repose dans leur rigidité. C'est ce qui les conduit à répéter une même décision dès lors qu'elle aurait porté ses fruits une première fois, de telle sorte que, là où ils avaient d'abord trouvé le succès, ils rencontrent le malheur et l'échec. On ne peut obtenir deux fois le consentement des citoyens lorsque la situation n'est plus la même. Ce qui était accepté à un moment suscitera colère et réprobation à un autre. L'actualité à Marseille se présente comme l'illustration de cette grande leçon machiavélienne.

**Dans votre dernier ouvrage, *Les Scrupules de Machiavel* (Éd. JC Lattès), Vous soulignez que cette crise sanitaire a donné lieu à un retour du politique. Les crises permettent au pouvoir politique de se régénérer ?**

Machiavel est le penseur de la crise, qu'il nous invite à appréhender non comme une anomalie, mais comme une opportunité, voire comme la nature même de l'action politique. La crise, créant des circonstances nouvelles, exige des mesures nécessaires, comme on l'a vu lors de la crise sanitaire. Un certain nombre de décisions publiques, inconcevables en d'autres temps, ont été acceptées en raison du contexte exceptionnel. Dans le même temps, cette crise s'est présentée comme l'opportunité pour le politique de s'affranchir de contraintes économiques qui paraissaient jusqu'alors gravées dans le marbre. Des ressources illimitées ont été dégagées, et ce *« quoi qu'il en coûte »*, pour reprendre les mots du président

Emmanuel Macron. Cette crise fut à cet égard émancipatrice pour l'action publique, qui a vu s'ouvrir un nouveau champ des possibles. Tout le discours précédent, *« l'État ne peut pas tout faire »* –, qui soulignait son impuissance face aux forces économiques, a volé en éclat. C'est là source d'un formidable espoir. Il est absolument nécessaire que les moyens financiers, qui aujourd'hui nous permettent de faire face à la crise sanitaire, soient demain investis dans la crise écologique dont les dangers sont infiniment plus menaçants.

**Il y a aussi un danger sécuritaire dans ce retour de l'État ?**

La politique en temps de crise est porteuse d'une tension fondamentale. Elle enjoint à identifier attentivement ce qui relève d'une adaptation nécessaire et ce qui est le signe annonciateur d'une pratique autoritaire du pouvoir. La question principale est la suivante : qu'est-on amené à accepter de la part du pouvoir politique au nom de la nécessité ? Cette question est l'un des grands thèmes machiavéliens et reste d'une grande pertinence de nos jours. À la faveur des crises, nous avons constaté la capacité des citoyens à renoncer ponctuellement à une part de leurs libertés, au nom d'une plus grande sécurité – d'abord dans le cadre du terrorisme, puis de la crise sanitaire. Mais le danger serait d'entrer progressivement dans un ère de régression des droits individuels, éventuellement consentie, remettant en cause les principes fondamentaux qui sont la colonne vertébrale de nos démocraties libérales. Nous avons assisté à cela dans le cadre des mesures antiterroristes, prises aux États-Unis à la suite du 11-Septembre mais aussi en France, avec un état d'exception entré dans le droit commun. Il s'agit donc d'être vigilant à l'égard de ce que j'appelle le *« piège de la nécessité »*. Le consentement ne doit jamais se faire au détriment du respect des droits fondamentaux. Cette vigilance critique des citoyens à l'égard des politiques publiques, lorsqu'elle ne tombe pas dans le gouffre de la négation systématique, est saine et féconde. Aujourd'hui, c'est cette vigilance critique qui rend inacceptables sinon les mesures restrictives, du moins la façon dont ces mesures sont prises.

**Vous dédiez votre ouvrage au personnel soignant qui a dû faire face à des choix tragiques pendant la crise sanitaire. En quoi Machiavel nous éclaire-t-il sur cette dimension de l'action humaine ?**

Sans doute est-ce là l'aspect le plus ignoré et le plus fécond de la pensée de Machiavel. Il adresse sa leçon sur la nécessité du mal dans certaines circonstances au prince bon, non au prince méchant – lequel n'a nul besoin d'en être instruit. Les choix humains sont parfois pris dans des dilemmes moraux terribles où le choix n'est pas entre le bien et le mal, mais entre le mal et le moindre mal. Il est des cas où la poursuite d'une fin bonne ne peut se faire sans renoncement à des principes moraux. C'est à cette perte de l'innocence que les personnels soignants ont parfois été confrontés, lorsqu'il s'agissait de savoir qui soigner en priorité. Et il en était de même des acteurs altruistes pendant la Seconde Guerre mondiale : pour sauver les Juifs de l'extermination nazie, ils ont dû commettre des actes que leur conscience morale réprouvait. C'est également à ce type de dilemmes machiavéliens que sont confrontés les acteurs humanitaires sur le terrain. La seule chose qu'on puisse exiger, c'est que ces choix difficiles ne se fassent pas sans scrupules. De là le titre du livre.

## [ PHRASES CLEFS ]

Michel Terestchenko : "Pour Machiavel, on ne peut obtenir deux fois le consentement des citoyens lorsque la situation n'est plus la même"

"Machiavel invite à appréhender la crise non comme une anomalie, mais comme une opportunité, voire comme la nature même de l'action politique" (Michel Terestchenko)

"La vigilance critique des citoyens à l'égard des politiques publiques, lorsqu'elle ne tombe pas dans le gouffre de la négation systématique, est saine et féconde" (Michel Terestchenko)